



Fausses informations à Questions politiques : des excuses qui évacuent le fond du problème

Le 9 novembre, lors de l'émission Questions politiques, diffusée en simultanée sur France Inter et le canal télévisé de Franceinfo, en partenariat avec *Le Monde*, une journaliste de France Télévisions a proféré de graves contre-vérités concernant les positions de Zohran Mamdani, le nouveau maire de New-York, sur les attaques terroristes du Hamas du 7 octobre 2023, l'Intifada et l'agence de l'Onu pour les réfugiés palestiniens (UNRWA).

Incroyable inversion des rôles : c'est l'invité de l'émission, Manuel Bompard (LFI), qui avait dû rectifier en direct les propos de la journaliste. Cette séquence a notamment été dénoncée par le SNJ-CGT de Radio France ([lire ici](#)) et la CGT de France Télévisions ([lire ici](#)).

En préambule de l'émission du 16 novembre de Questions politiques ([à réécouter ici](#)), la journaliste de France Télévisions a présenté ses « excuses » pour des « formules imprécises et parfois inexactes », en assurant qu'il n'y avait là « aucune intention partisane » ni « volonté de déformer les faits sur des questions extrêmement complexes ». Dont acte.

La journaliste de France Inter animatrice de l'émission a, elle, conclu son propos en précisant « que le harcèlement en ligne est inacceptable, il est aussi puni par la loi ». Nous souscrivons.

Reste que préciser que les protestations « de nombreux auditeurs » portaient sur « une séquence de quelques minutes durant cette heure de programme » est une façon de minimiser la portée de l'incident et d'en évacuer les causes.

Reste, également, que lors de l'émission du 16 novembre, à aucun moment les « formules imprécises et parfois inexactes » en question n'ont été rappelées et encore moins corrigées. Gênant quand, dans le même temps, on revendique : « La rigueur de l'information est notre valeur cardinale ».

Pour cela, il faut se reporter à un « message » commun de Radio France et de France Télévisions, posté le 11 novembre sur le site de Radio France, sur le podcast de Questions politiques, au bas de l'épisode consacré à l'émission du 9 novembre ([lire ici](#)).

Certes, ce « message » apporte bien les « précisions et corrections » nécessaires.

Certes, l'existence de ce message a bien été mentionnée lors du préambule de Questions politiques du 16 novembre.

Mais, comparé au nombre de téléspectateurs et d'auditeurs qui ont entendu les contre-vérités du 9 novembre, combien ont cherché (et trouvé...) le rectificatif ? Par ailleurs, pourquoi ce « message » n'a pas, également, été publié sur le site de Franceinfo ?

Là encore, nous y voyons le refus de regarder en face ce qui relève d'un grave incident rédactionnel et une telle mise au point ne saurait balayer les questions posées dans leurs communiqués par le SNJ-CGT de Radio France et la CGT de France Télévisions.

Oui, c'est bien « la crédibilité des rédactions de Radio France et de France Télévisions [qui] est en jeu » et l'ensemble de leurs journalistes risquent d'en subir les conséquences sur le terrain.

Oui, il convient bien d'en « tirer les conséquences pour que cela ne se reproduise plus ».

Oui, comme demandé par la CGT France Télévisions, « le seul signal possible à envoyer aux salariés et aux téléspectateurs pour leur faire comprendre que nous avons réellement à cœur de changer les choses et de mettre un terme à ces dérives, c'est que les directeurs et directrices de l'information de France Télévisions assument pleinement leur responsabilité éditoriale ».

Montreuil, le 20 novembre 2025.